



Comme si le contentieux n'était pas assez lourd, Stanislas Guerini a choisi d'en rajouter une couche hier après-midi.

Après la réunion du matin où il avait à la fois confirmé les choix d'austérité du pouvoir exécutif et refusé d'accéder aux demandes unanimes des organisations syndicales, notamment des mesures générales d'augmentations salariales, c'est une nouvelle fois dans les médias qu'il a livré en primeur ses intentions.

« Je veux qu'on lève le tabou du licenciement dans la Fonction publique ».

Pour un ministre qui, dans le même temps, ne cesse de clamer son amour des agentes et des agents de la Fonction publique, on appréciera !

Pour un ministre qui professe à qui veut l'entendre son attachement au dialogue social, on notera la duplicité ! **Pas un mot, pas la moindre allusion le matin même devant l'ensemble des syndicats....**

La CGT saura en tirer les conséquences.

Sur le fond, que le ministre se rassure : le licenciement des fonctionnaires n'est pas un tabou et **des dispositions existent déjà** pour traiter les situations incriminées.

Mais que, en plus de détériorer le pouvoir d'achat des personnels et de vouloir creuser les inégalités, Stanislas Guerini mette ainsi l'accent sur une ultra minorité de salarié.e.s problématiques en dit long sur ce qu'il pense réellement des services publics et de celles et ceux qui y travaillent au quotidien.

Il s'agit là de propos méprisants et démagogiques.

Décidément, sur le fond comme sur la forme, le ministre confirme qu'il n'apprécie ni les fonctionnaires ni la démocratie sociale !

Raison de plus pour élever le rapport de forces afin d'imposer d'autres choix politiques porteurs de progrès pour les missions publiques, les usagers et les agents."

fichiers:



[Télécharger 2024_04_10_decl_guerini_licenciement.pdf](#) (284.98 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[statut catégorie négociations](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
